

DÉCRYPTAGE

# Alep : faux et usage de faux - De la guerre médiatique

mercredi 21 décembre 2016, par [DORMAN Veronika](#), [KODMANI Hala](#), [MATHIEU Luc](#), [MOULLOT Pauline](#) (Date de rédaction antérieure : 16 décembre 2016).

**La chute d'Alep-Est a-t-elle été accueillie par des scènes de liesse dans les quartiers Ouest ? Les rebelles ont-ils empêché les civils de fuir la ville ? Poutine et Al-Assad ont-ils vraiment lutté contre Daech ? « Libé » trie le vrai du faux dans la grande guerre de l'intox en Syrie.**

Sommaire

- [Les rebelles d'Alep sont-ils](#)
- [Poutine et Al-Assad luttent-il](#)
- [Le « dernier hôpital d'Alep »](#)
- [Les rebelles ont-ils retenu](#)
- [Y a-t-il eu des scènes de \(...\)](#)
- [Les chrétiens d'Orient protégé](#)
- [Une guerre pour le pétrole \(...\)](#)
- [L'ONU embarquée dans une \(...\)](#)

La Syrie est le théâtre terrible d'une guerre physique dévastatrice, mais aussi d'une guerre médiatique redoutable. Une guerre de mensonges, d'infos bidonnées et de propagande. Une guerre de mots, d'images et de vidéos. Les partisans de l'axe Damas-Moscou-Téhéran y excellent, mais les rebelles et leurs défenseurs utilisent les mêmes armes, à une échelle différente, moins massive. Tentative de décryptage des intox et exploration des zones grises de la post-vérité.

## Les rebelles d'Alep sont-ils des terroristes ?

Il y a des jihadistes, mais ils sont très largement minoritaires sur un total de plus de 5 000 rebelles. Le groupe le plus radical est le Jabhat Fatah al-Sham, anciennement le Jabhat al-Nusra, la filiale syrienne d'Al-Qaeda. Dans les quartiers Est d'Alep, ses combattants étaient entre 150 et 250 lors du début du siège de la ville cet été, selon des ONG syriennes. Staffan de Mistura, l'envoyé spécial de l'ONU en Syrie, avance, lui, le nombre de 900 jihadistes du Fatah al-Sham. « Le problème du Fatah al-Sham est qu'ils sont très visibles, explique un directeur d'ONG syrienne qui coordonne ses opérations depuis Gaziantep, en Turquie. Ils donnent l'impression d'être plus nombreux qu'ils ne le sont réellement. Dès qu'ils arrivent quelque part, ils mettent des drapeaux, montent des check-points : ils s'affichent. » Les commandants du Fatah al-Sham affirment qu'ils ne sont plus engagés dans le jihad international et ne souhaitent pas commettre des attentats hors de la Syrie. Mais les services de renseignements occidentaux n'y croient pas. Ils considèrent que la filiale syrienne d'Al-Qaeda est particulièrement dangereuse et reste déterminée à frapper des pays ou des intérêts

occidentaux.

Le reste de la rébellion d'Alep-Est est formé de groupes de l'Armée syrienne libre (ASL) ou qui en sont issus. Ces groupes se sont créés à partir de la fin 2011 en regroupant des soldats qui désertaient l'armée syrienne et des civils. Leur objectif n'a pas varié depuis : ils veulent chasser Bachar al-Assad du pouvoir et sont de farouches opposants de l'Etat islamique. La plupart ont reçu financements et armements de différents Etats, dont la Turquie, les Etats-Unis ou la France. Parmi ces rebelles figurent entre autres Fastaqim, une faction qui n'est active que dans la région d'Alep, Faylaq al-Sham et Jabhat Shamiya, une coalition de brigades. Les islamistes du groupe Nourredine al-Zenki sont aussi présents. La majorité de ces rebelles sont originaires de la région. S'ils sont présents autour d'Alep, les salafistes d'Ahrar al-Sham ne sont pas dans les quartiers qui étaient assiégés. Installé dans la ville en 2013, l'Etat islamique (EI) en a été chassé début 2014 par une coalition de groupes rebelles. Certains d'entre eux, tel Nourredine al-Zenki, sont par ailleurs engagés au côté de l'armée turque dans des combats contre l'EI à quelques kilomètres à l'est d'Alep. Et s'appêtent à lancer une offensive contre Al Bab, principal fief de l'EI dans la région.

### **Poutine et Al-Assad luttent-ils contre l'EI ?**

Non. Pour la simple raison que les jihadistes de l'Etat islamique ne sont pas présents à Alep-Est. Pourtant, lorsque Vladimir Poutine a lancé l'opération armée en Syrie, le 30 septembre 2015, sous couvert d'une invitation formelle du président Bachar al-Assad à intervenir (contrairement aux Occidentaux, qui ont fait une fois de plus œuvre d'ingérence illégitime, selon Moscou), « l'objectif militaire [n'était qu']un soutien exclusivement aérien des forces armées syriennes dans leur combat contre l'EI », avait déclaré le chef de l'administration présidentielle, Sergueï Ivanov.

Mais dès le premier jour des frappes, les analystes qui se basent sur des sources ouvertes, tels Bellingcat, ont relevé que les informations délivrées par le ministère russe de la Défense ne correspondaient pas à la réalité du terrain. Selon l'Institute for the Study of War, un *think tank* basé à Washington, sur près de 150 frappes russes entre le 30 septembre et le 3 octobre, seule une quarantaine ont visé des sites où se trouvaient les combattants de l'EI. Le reste était dirigé contre l'opposition à Bachar al-Assad et quelques-unes contre le Front al-Nusra. Dès le début, le ministère russe de la Défense a choisi de communiquer massivement sur ses opérations, en publiant des vidéos des frappes. Ainsi 43 d'entre elles sont rendues publiques dans les quinze premiers jours. Officiellement, l'Etat islamique a été ciblé 30 fois. Mais seules 36 des 43 localisations ont été confirmées et... l'EI n'a été ciblé qu'une seule fois, selon le *think tank* Atlantic Council.

Accusé de désinformation par la coalition menée par les Etats-Unis, le ministère russe de la Défense change de stratégie et n'insiste plus sur les cibles de l'EI. Officiellement, la plus grande partie des frappes filmées vise désormais des « combattants » et des « terroristes ». Et, de fait, il apparaît que l'Etat islamique n'est pas la cible privilégiée de l'armée russe. Au fil des semaines, l'information délivrée par les autorités russes apparaît de moins en moins fiable. Les briefings au ministère de la Défense se multiplient mais aucun chiffre n'est communiqué, ni sur le nombre exact de frappes russes ni sur la nature des cibles.

Lancée le 15 novembre, l'offensive contre Alep-Est a en outre renforcé l'EI ailleurs dans le pays. Au moins de manière temporaire. Le 11 décembre, les jihadistes ont ainsi réussi à s'emparer à nouveau de Palmyre, d'où ils avaient été chassés neuf mois plus tôt. La cité historique était mal défendue, l'essentiel des forces syriennes d'élite étant mobilisé sur le front d'Alep. Les soldats russes avaient eux aussi quitté Palmyre. Les soldats syriens ont fui devant l'offensive des jihadistes qui ont récupéré des armes lourdes dans les stocks du régime. Depuis, ils ont continué à avancer.

## **Le « dernier hôpital d'Alep » a-t-il existé ?**

« Le dernier hôpital d'Alep »... l'information serait tellement fausse que les soutiens de Poutine se permettent d'ironiser. Ayant l'impression d'avoir lu si souvent que le dernier hôpital d'Alep avait été bombardé, ils remettent en question l'existence même des bombardements à Alep. « C'est intéressant mais le « dernier hôpital d'#Alep » a été « détruit » 15 fois en 6 mois. Record absolu ! » a tweeté par exemple un dirigeant du Parti de gauche le 13 décembre. Un rapport de 2016 de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur les attaques contre les systèmes de santé dans le monde révèle pourtant que la Syrie compte le plus grand nombre d'attaques menées sur des infrastructures de santé. Depuis le début de l'année, de nombreux articles ont en effet relaté par exemple que « les deux plus grands hôpitaux d'Alep ont été bombardés » fin septembre, que « le plus grand hôpital d'Alep a été détruit » en octobre, ou encore que « l'un des derniers hôpitaux d'Alep-Est a été détruit » en novembre. En fait, les hôpitaux sont régulièrement et systématiquement ciblés. L'Union des organisations de secours et soins médicaux (UOSSM) a dénombré 117 attaques sur des infrastructures médicales d'Alep entre mars 2011 et novembre 2016. Depuis le début du conflit, plus de 750 membres des personnels médicaux seraient morts en Syrie, selon l'organisation.

Et si l'on a l'impression que les hôpitaux sont régulièrement détruits, ce n'est pas parce que c'est un complot, mais parce qu'un même hôpital a pu être bombardé plusieurs fois, détruit, remis en service et de nouveau bombardé. En avril, 14 infrastructures ont été ciblées à Alep. Du 28 avril au 1<sup>er</sup> mai, les hôpitaux d'Alep ont été bombardés sans discontinuer pendant quatre jours. Le 3 octobre, l'hôpital M10 a été bombardé pour la troisième fois en une semaine. Ce qui explique simplement pourquoi entre le 28 septembre et le 3 octobre, plusieurs articles ont relaté des bombardements sur cet hôpital. Un rapport de Médecins sans frontières (MSF) sur les bombardements sur l'hôpital d'Al-Quds, le 27 avril, explique bien que l'hôpital a été mis hors service mais a pu rouvrir partiellement vingt jours plus tard.

Pour des questions de sécurité, les hôpitaux sont désormais qualifiés par des noms de code (la lettre M, suivie d'un numéro) mais ces infrastructures sont en fait des hôpitaux de fortune. « Il y a toujours la possibilité de soigner les malades, mais les équipes sont parties aux sous-sols pour se protéger », explique le docteur Ziad Alissa, président d'UOSSM France. L'organisation affirme aussi que certains hôpitaux, bombardés plusieurs fois, ont été annoncés détruits ou mis hors service alors que les équipes s'étaient réfugiées au sous-sol, « pour se protéger » et « ne plus être pris pour cible ». Il n'y avait plus à Alep-Est qu'une quinzaine de médecins et d'infirmières ces derniers jours. Les deux derniers hôpitaux encore en service ont été détruits en novembre. Le communiqué de l'OMS explique toutefois que « quelques services de santé sont encore accessibles » : ce qui ne veut pas dire que les hôpitaux n'ont pas été bombardés.

## **Les rebelles ont-ils retenu des civils ?**

Oui, assurent les Nations unies. « Certains civils qui tentent de s'enfuir sont apparemment bloqués par des groupes armés de l'opposition, notamment le front Fatah al-Sham », a ainsi affirmé le 9 décembre Rupert Colville, le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Et d'ajouter : « Au cours des deux dernières semaines, le front Fatah al-Sham et les brigades Abou Amara ont apparemment enlevé et tué un nombre inconnu de civils qui avaient demandé aux groupes armés de quitter leur quartier afin d'épargner la vie de la population. » Toujours à Alep-Est, la faction Nourredine al-Zenki a, de son côté, indiqué en début de semaine qu'elle avait demandé à des civils de ne pas quitter leur quartier assiégé, les passages vers les zones contrôlées par le régime n'étant pas sûrs à cause des combats. Le matin du 30 novembre, des familles qui tentaient de fuir ont été tuées dans la Vieille Ville par des tirs d'artillerie. Le

bombardement a fait 45 morts et des dizaines de blessés, selon les secouristes de la défense civile, les Casques blancs. Des vidéos du carnage ont été diffusées sur les réseaux sociaux.

### **Y a-t-il eu des scènes de liesse à Alep-Ouest ?**

Les images d'une foule célébrant la « libération » de la partie rebelle d'Alep proviennent de la télévision officielle syrienne. Le plan serré de la caméra sur quelques dizaines de manifestants est un procédé connu pour amplifier l'importance d'une protestation ou en l'occurrence, d'une liesse populaire. « Comme vous, je n'ai vu et entendu ces manifestants qu'à la télévision », nous dit un habitant d'Alep-Ouest contacté par le biais de l'application WhatsApp. Son immeuble, proche de la ligne de front, a été touché par un obus tiré par les rebelles et le dernier étage du bâtiment a été détruit. « Bien sûr que nous sommes soulagés par la fin des combats, dit le sexagénaire, mais pas au point de faire la fête dans la rue. Pas après tout ce qu'on a vécu... » Depuis 2012, les quartiers Ouest d'Alep, contrôlés par les forces gouvernementales, ont été régulièrement frappés par des bombardements qui ont fait des centaines de victimes.

### **Les chrétiens d'Orient protégés par Poutine ?**

Cet argument de la protection des chrétiens d'Orient est abondamment utilisé par Damas et Moscou depuis le début du conflit en Syrie. Outre qu'il s'inscrit parfaitement dans la rhétorique de la lutte contre l'islamisme conquérant et le jihadisme, dont les deux pays se vantent d'être les champions, chacun a instrumentalisé la protection de cette communauté à sa manière.

Le régime de Bachar al-Assad, issu lui-même de la minorité alaouite, s'est présenté comme le défenseur de toutes les « minorités » syriennes face à la majorité sunnite qui voudrait les écarter. Exhiber des hommes d'Eglise devant les ambassadeurs occidentaux et les caméras est une tradition politique très courue à Damas. « Ces patriarches sont tous politisés. Ils sont d'ailleurs désignés par Al-Assad qui leur consent toutes sortes d'avantages personnels », rappelle Samira Moubayed, représentante en France de l'organisation Syriens chrétiens pour la paix. Opposée au régime, la chrétienne damascène raconte comment « les services de sécurité entretiennent la peur chez les chrétiens en leur disant que les islamistes vont venir les tuer tandis qu'ils répriment les opposants chrétiens, comme les autres ».

Pour la Russie, après des années d'athéisme d'Etat, se positionner en protectrice des chrétiens du Moyen-Orient est redevenu un argument de sa diplomatie. Elle reprend à son compte un rôle délaissé par l'Occident et lui permet de pousser ses pions dans la région. Sergueï Lavrov, son ministre des Affaires étrangères, en est l'un des principaux promoteurs. En mars 2015 à Genève, en marge d'une réunion de l'ONU, il avait fustigé le « génocide » des chrétiens d'Orient, comme le font les sites d'information prorusses qui parlent de « massacres ». Une manière d'amplifier la menace pour mieux faire ressortir l'importance de son rôle protecteur. L'argument est porteur en France où la défense des chrétiens de Syrie et du Liban est une tradition historique. Et où tous les gouvernements doivent affirmer leur engagement en ce sens.

### **Une guerre pour le pétrole et le gaz ?**

Cette idée, qui revient en particulier dans la rhétorique des mouvements d'extrême gauche, anticapitalistes et anti-impérialistes, apparaît comme un héritage idéologique des guerres d'Irak de 1991 et 2003, menées par les Etats-Unis. Tout comme ils ont renversé Saddam Hussein pour

s'emparer de son pays qui abrite la quatrième plus grande réserve de brut au monde, les Occidentaux voudraient la chute d'Al-Assad qui résisterait à leurs convoitises. La comparaison ne tient pas. Le sous-sol syrien ne contient plus que des quantités insignifiantes de pétrole. La production dans le pays atteint à peine 30 000 barils par jour, soit dix fois moins que la consommation quotidienne. L'essentiel des importations vient d'Irak ou d'Iran, deux alliés du régime.

C'est l'EI qui contrôle la région pétrolifère la plus importante autour de Deir el-Zor, dans l'est du pays. Les Russes ont accusé à plusieurs reprises la Turquie et les pays occidentaux d'acheter ce pétrole à l'EI. « Des tankers acheminaient du pétrole de Daech à plusieurs pays de l'UE », avait révélé l'ambassadrice de Russie à Bruxelles, avant de revenir sur ses affirmations. « Personne ne se bat pour des réserves de pétrole de quelque 2 milliards de barils de brut en Syrie », estime le consultant Moiffak Hassan. Ce dernier fait valoir en revanche l'importance du territoire syrien, un couloir clé pour des oléoducs et gazoducs arabes et iraniens vers l'Europe. « Un enjeu essentiel pour la Russie qui tient à maintenir ses parts de marché du gaz et la dépendance de l'Europe vis-à-vis d'elle face à ses rivaux, le Qatar et l'Iran, qui possèdent les deux plus grandes réserves de gaz au monde. » De plus, la Russie, via Soyuzneftgaz, a signé en 2013 un accord avec la Syrie, sans passer par le processus habituel d'appel d'offres, pour explorer l'offshore syrien. Si l'on veut donc parler de l'enjeu des hydrocarbures dans la guerre en Syrie, il implique surtout les intérêts de la Russie. Pas ceux des pays occidentaux.

### **L'ONU embarquée dans une intox russe ?**

Une vidéo de quelques minutes où Eva Bartlett, une journaliste « indépendante », est censée démonter « la rhétorique des médias traditionnels sur la Syrie » a été vue des centaines de milliers de fois. *Russia Today* (RT), la chaîne d'information financée par Moscou (lire page 4), l'a diffusée sur tous ses canaux, dans plusieurs langues. Sur le site francophone de RT, la vidéo avait été vue vendredi près de 600 000 fois. Une version diffusée sur Facebook comptait plus de 2,5 millions de vues. Bartlett y répond à un confrère norvégien lors d'une conférence de presse.

Elle affirme notamment que les médias ne sont pas crédibles car leurs seules sources viennent d'activistes, voire de « terroristes », que les images de victimes sont manipulées, que les habitants d'Alep n'ont jamais vu de Casques blancs - qui sont de toute façon des « terroristes » (ils ont été pressentis pour recevoir le prix Nobel de la paix) - et enfin que les élections (organisées dans les zones contrôlées par le régime) montrent que la population soutient massivement Bachar al-Assad. Le tout, avec le logo de l'ONU en fond. Ce qui fait le succès de cette vidéo, et lui donnerait sa légitimité, c'est que la conférence a tout l'air d'être organisée par les Nations unies. Ce qui n'est absolument pas le cas.

L'événement s'est bien tenu dans une salle de l'ONU mais a été organisé par la Mission permanente de la république syrienne aux Nations unies, l'équivalent de son ambassade qui, à ce titre, a le droit d'utiliser les salles de presse de l'ONU sans aucun contrôle de l'organisation. Kristoffer Ronneberg, le journaliste qui a interpellé Bartlett, s'y est rendu car l'ambassadeur de Syrie à l'ONU était attendu et a posé une question, « choqué par le manque de nuance dans la présentation » d'Eva Bartlett. Il a maintenant l'impression d'être devenu, à son insu, « une petite pièce dans une grande guerre de propagande ». D'autant que Bartlett, qui se présente comme une journaliste indépendante écrit régulièrement sur *Russia Today* et des sites conspirationnistes et prorusses. Sur son site, elle soutient ouvertement le régime syrien.

**Luc Mathieu , Veronika Dorman , Hala Kodmani , Pauline Moullot**

---

**P.-S.**

\* *Libération*. 16 décembre 2016 à 20:36 (mis à jour à 20:46) :

[http://www.liberation.fr/planete/2016/12/16/alep-faux-et-usage-de-faux\\_1535920](http://www.liberation.fr/planete/2016/12/16/alep-faux-et-usage-de-faux_1535920)